

Col Hunt B (Lux) S.à r.l.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B153989

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 DECEMBRE 2016	N° 4805/2016
--	---------------------

L'an deux mille seize, le trentième jour de décembre,

Par-devant Maître **Danielle KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

A COMPARU:

Col Hunt Holdco B Limited, une société établie selon le droit des îles Cayman, dont le siège social est situé à Ugland House, KY1-1104, Grand-Cayman, Cayman Islands, enregistrée au Registre de des îles Cayman sous le numéro MC-259470, agissant en sa qualité d'associé unique (l'«**Associé Unique**») de la société **Col Hunt A (Lux) S.à r.l.**, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social est situé 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153989, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du 31 Juillet 2010, numéro 1567, page 75170, (ci-après la "**Société**"),

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par l'acte reçu par le Me Martine SCHAEFFER, en date du 19 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 21 septembre 2011, numéro 2234, page 107201.

La partie comparante est ici représentée par Sara Lecomte, employée, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté de la manière décrite ci-dessus, a demandé au notaire instrumentant de noter:

Que la présente assemblée a pour ordre du jour les points suivants:

- 1) *Constatation de l'inexistence de compartiments dans la Société ;*
- 2) *Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente des Statuts ;*

3) *Refonte totale des Statuts.*

L'Associé Unique a demandé au notaire soussigné d'enregistrer les résolutions suivantes:

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Associé unique constate qu'il n'y a aucun compartiment ouvert dans la Société.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Associé Unique a résolu de modifier l'objet social de la Société et de supprimer toute référence aux activités en relation avec la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation qui sera désormais libellé comme suit :

« 3.1 La Société a pour objet social

(i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, et intérêts (de quelque forme que ce soit) dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères,

(ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres de capital, actions/parts sociales, obligations, créances, billets et autres valeurs, instruments de dettes ou instruments financiers de toutes sortes et

(iii) la détention, le développement la gestion et la cession d'un portefeuille d'actifs (composé outre des actifs décrits aux points (i) et (ii) ci-dessus, de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit).

3.2 De plus, la Société peut faire l'acquisition et procéder à la vente de propriétés immobilières pour son compte, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger et elle peut réaliser toutes les opérations afférentes à ces propriétés immobilières.

3.3 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder aux émissions d'obligations, convertibles ou non, et de certificats de créance, sauf par voie d'offre publique. Elle peut être partie à tout type de contrat de prêt et peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds (avec ou sans garantie), y compris notamment, ceux résultant de tous emprunts et/ou d'émissions de titres, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toute autre société.

3.4 La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société, y compris celle de son associé, et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société, y compris celle de son associé, ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.5 La Société peut conclure, délivrer et exécuter toutes opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêts de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.6 Les descriptions ci-dessus doivent être interprétées dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas restrictive. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils sont connexes ou propices à la réalisation de l'objet social décrit ci-dessus.

3.7 D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

3.8 La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de favoriser son développement. »

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Associé Unique a décidé la refonte complète des statuts (les « Statuts ») qui se liront comme suit :

CHAPITRE I.- Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme - Dénomination.

1 La Société existe sous la forme d'une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi de 1915 sur les sociétés commerciales telles qu'amendée par la loi du 10 août 2016 (la « Loi »), ainsi que par les Statuts.

1.2 La Société aura pour dénomination "Col Hunt B (Lux) S.à r.l.".

1.3 La Société est constituée pour une durée illimitée.

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une décision du gérant unique (le « Gérant ») qui disposera du pouvoir de modifier les Statuts en conséquence.

2.3 Des succursales ou d'autres bureaux de la Société peuvent être établis à Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du gérant unique.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique.

3. Objet.

3.1 La Société a pour objet social

- (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, et intérêts (de quelque forme que ce soit) dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères,
- (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres de capital, actions/parts sociales, obligations, créances, billets et autres valeurs, instruments de dettes ou instruments financiers de toutes sortes et
- (iii) la détention, le développement la gestion et la cession d'un portefeuille d'actifs (composé outre des actifs décrits aux points (i) et (ii) ci-dessus, de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit).

3.2 De plus, la Société peut faire l'acquisition et procéder à la vente de propriétés immobilières pour son compte, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger et elle peut réaliser toutes les opérations afférentes à ces propriétés immobilières.

3.3 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder aux émissions d'obligations, convertibles ou non, et de certificats de créance, sauf par voie d'offre publique. Elle peut être partie à tout type de contrat de prêt et peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds (avec ou sans garantie), y compris notamment, ceux résultant de tous emprunts et/ou d'émissions de titres, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toute autre société.

3.4 La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société, y compris celle de son associé, et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société, y compris celle de son associé, ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.5 La Société peut conclure, délivrer et exécuter toutes opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, prêts de titres ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.6 Les descriptions ci-dessus doivent être interprétées dans leur sens le plus large et leur énumération n'est pas restrictive. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils sont connexes ou propices à la réalisation de l'objet social décrit ci-dessus.

3.7 D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

3.8 La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de favoriser son développement.

CHAPITRE II. - Capital, Parts

4. Capital social.

4.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille six cents Euros (EUR 12.600) représenté par douze millions six cent mille (12.600.000) Parts Sociales. Chaque part sociale a une valeur nominale d'un dixième de centime d'Euro (EUR 0.001).

4.2 En sus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Parts Sociales que la Société pourrait racheter à son/ses Associé(s), pour compenser toute perte nette, pour faire des distributions à des Associé(s) ou pour allouer des fonds à la réserve légale.

4.3 Toutes les Parts Sociales ont des droits égaux, sauf stipulation contraire des Statuts.

4.4 La Société pourra procéder au rachat de ses parts sociales dans les limites et conditions de la Loi.

4.5 Le Gérant Unique peut annuler les parts sociales rachetées par la Société et décider de la réduction de capital y relative.

Durant toute la période de détention par la Société des parts sociales rachetées, tous les droits attachés à celles-ci (droits de vote, de participation à la distribution des dividendes, etc) seront suspendus.

4.6 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à tout moment par une décision de l'Associé Unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés adoptée à la majorité requise pour la modification des Statuts le cas échéant.

5. Registre des parts - Indivisibilité

5.1 Toutes les Parts Sociales seront enregistrées dans un registre des Associés qui sera tenu par la Société à son siège social.

5.2 La Société considérera la personne dont le nom figurera au registre des Associés comme le propriétaire des Parts Sociales.

5.3 Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice des droits relatifs à ces parts sociales, à l'exclusion du droit à l'information, jusqu'à ce qu'une personne soit désignée pour les représenter.

6. Transfert des parts.

6.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par un des Associés sont librement transmissibles à un autre Associé.

6.3 En cas de cession à un non-Associé, les Parts Sociales détenues par chaque Associé pourront être cédées conformément aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi et soumises à l'approbation de l'assemblée générale des associés représentant au moins la moitié du capital social de la société en cas de cession *inter vivos*, et la moitié des parts sociales détenues par les associés survivant en cas de cession *mortis causa*, tel qu'autorisé par les dispositions de la Loi sus-mentionnées.

6.4 Tout transfert de Parts Sociales sera enregistré par acte notarié ou sous seing privé et sera uniquement valable vis-à-vis de la Société ou des tiers quand il sera notifié à la Société ou accepté par celle-ci conformément à l'article 190 de la Loi.

CHAPITRE III.- Obligations, Titres et Autres instruments de dette

7. Nominatif. La Société pourra émettre des obligations, titres et autres instruments de dette sous forme nominative selon les dispositions légales en vigueur. Ces obligations, titres et autres instruments de dette sous forme nominative ne pourront pas être échangés ou convertis en titres au porteur. La Société ne pourra pas procéder à une offre publique dans la mesure où elle sera interdite par la Loi

CHAPITRE IV. - Gérance et Réviseur(s) d'entreprises agréé(s)

8. Gérance.

8.1 La Société est gérée par le Gérant. Le Gérant n'est pas obligatoirement Associé.

8.2 Le Gérant peut être révoqué à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des Associés titulaires de la majorité des droits de votes.

9. Pouvoirs du gérant. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et de disposition ainsi que toutes opérations conformes à l'objet social de la Société.

10. Représentation de la société. La Société est valablement engagée par la seule signature de son Gérant ou par la signature de toute personne à laquelle ce pouvoir aura été délégué par le Gérant.

11. Délégation et Mandataires du gérant.

11.1 Le Gérant peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées, ou pour la gestion journalière de la Société.

11.2 Le Gérant détermine, le cas échéant, les responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de tout mandataire, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions pertinentes de leur mandat.

12. Responsabilité du gérant.

12.1 Le Gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi Luxembourgeoise.

13. Réviseur(s) d'entreprises.

13.1 Dès que la Société aura plus de soixante (60) associés, et tant que cette situation perdurera, la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. L'assemblée générale des Associés nommera le commissaire et déterminera la durée de son mandat.

13.2 Le commissaire aux comptes peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des Associés.

13.3 Le commissaire aux comptes dispose d'un droit illimité et permanent de supervision et de contrôle des activités de la Société.

13.4 Si l'associé unique nomme un ou plusieurs réviseurs d'entreprise agréé, la nomination d'un commissaire aux comptes n'est plus nécessaire.

13.5 Le réviseur d'entreprise peut être révoqué uniquement par l'Associé unique pour cause.

CHAPITRE V. - Assemblée générale des associés

14. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes.

14.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés au Gérant par la loi ou les Statuts seront de la compétence de l'assemblée générale des Associés.

Si le nombre d'associés est inférieur à soixante (60) et tant que cette situation perdurera, les décisions des associés pourront être prises par résolutions écrites, sauf en cas de modification des Statuts. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions à prendre et pourra émettre son vote par écrit.

14.2 En particulier, l'assemblée générale des Associés est compétente pour modifier les Statuts, changer la nationalité de la Société et augmenter les engagements de ses Associés.

14.3 Chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de Parts Sociales qu'il détient et est autorisé à se faire représenter lors d'une assemblée générale par une autre personne, pour autant que cette dernière, Associé ou non, soit en possession d'une procuration écrite sous forme d'un télégramme, d'un télex, d'un fax, d'un email ou d'une lettre.

14.4 Chaque Associé possède des droits de vote en proportion avec le nombre de Parts Sociales qu'il détient.

14.5 Lorsqu'un Associé détient toutes les Parts Sociales, il exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et ses décisions sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit. Dans ce cas, toute référence à « l'assemblée générale des associés » doit être comprise comme une référence à l'« Associé Unique » et le cas échéant et selon le contexte, les pouvoirs de l'assemblée générale des associés seront exercés par l'Associé Unique.

15. Tenue des assemblées générales.

15.1 Les Associés sont convoqués aux assemblées générales ou consultés par écrit à l'initiative du Gérant ou des Associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

15.2 Une convocation écrite à toute assemblée générale est donnée à tous les Associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

15.3 Les assemblées générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations des assemblées.

15.4 Si tous les Associés sont présents ou représentés et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

15.5 Sous réserve des dispositions de la loi, les Associés peuvent participer à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et les Associés peuvent voter à une assemblée générale des associés par correspondance et au moyen

d'un formulaire qui devra être renvoyé au siège social de la Société par tout moyen ou à toute autre adresse mentionnée dans la convocation.

Les Associés pourront uniquement utiliser les formulaires de vote fournis par la Société qui contiendront au minimum le lieu, la date et l'heure de la réunion, l'agenda de la réunion, les sujets soumis aux associés ainsi que pour chaque sujet proposé, trois cases permettant aux associés de voter en faveur, contre ou de s'abstenir de voter en cochant la case appropriée.

La Société ne prendra en compte que les formulaires de vote reçu le jour précédant la date de l'assemblée générale des associés à laquelle ils se rapportent.

15.6 Lorsque la Société aura plus de soixante Associés, il devra être tenu, chaque année, une assemblée générale le dernier vendredi du mois de juin de chaque année.

15.7 Quel que soit le nombre d'Associés, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation de l'Associé (ou des Associés). L'Associé (ou les Associés) se prononcera (ou se prononceront) également par un vote spécial sur la décharge à donner au Gérant.

16. Majorités.

16.1 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les Associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social les adoptent. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation écrite, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital social représentée.

Le Gérant peut suspendre les droits de vote de tout Associé qui est en défaut de remplir ses obligations lui incombant en vertu des Statuts ou de tout autre contrat auquel l'Associé est parti.

16.2 Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

16.3 Tout changement de nationalité de la Société pourra être fait par une résolution de l'Assemblée Générale des associés à la majorité requise pour la modification des Statuts.

16.4 Toute augmentation de l'engagement d'un Associé dans la Société exige le consentement unanime des Associés.

CHAPITRE VI. - Exercice social - Droit de distribution sur les parts

17. Exercice social.

17.1 L'année sociale commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

17.2 Chaque année, le Gérant dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du Gérant et des Associés envers la Société.

17.3 Tout Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

17.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'assemblée générale annuelle dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

18. Droit de distribution sur les parts.

18.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des amortissements et des autres charges, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

19.2 Cinq pour cent (5%) du bénéfice annuel net de la Société ainsi déterminé seront obligatoirement prélevés et alloués à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société mentionné à l'article 4 des Statuts ou, le cas échéant, tel qu'il sera augmenté ou réduit.

18.3 Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société aux fins de distribution et dans la mesure où la loi et les Statuts le permettent, le Gérant pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués, toujours à condition que la Société dans son ensemble ait généré des profits.

18.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer leur montant seront pris par l'assemblée générale des Associés.

18.5 Des acomptes sur dividendes pourront être versés sur décision du Gérant sous réserve des règles de distribution contenues dans l'article 18.3 ci-dessus ainsi que des autres dispositions de la Loi et à condition:

18.5.1 qu'un état comptable intermédiaire soit établi et que ce-dernier fasse apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants; et

18.5.2 que le montant à distribuer n'excède pas le montant des résultats réalisés depuis le fin du dernier exercice social dont les comptes ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes portées en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

CHAPITRE VII. - Liquidation

19. Causes de dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

20. Liquidation.

20.1 La liquidation de la Société ne peut être décidée que par la majorité des Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

20.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VIII. - Loi applicable

21. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une stipulation spécifique dans les Statuts il est fait référence à la Loi.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise. En cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède

In the year two thousand and sixteen, on the thirtieth day of December,

Before *Maître* **Danielle KOLBACH**, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

Col Hunt Holdco B Limited, a company incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Ugland House, KY1-1104, Grand-Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number MC-259470,

acting in its capacity as sole partner (the "**Sole Shareholder**") of the company **Col Hunt B (Lux) S.à r.l.**, a private limited liability company (*Société à responsabilité limitée*) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L - 1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 153989, incorporated pursuant to a deed of Me Martine Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 22 June 2010, published in the

Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dated 31 July 2010, number 1567, page 75170, (the "**Company**").

The articles of association of the Company were modified for the last time by a deed of Me Martine SCHAEFFER, on 19 July 2011, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dated 21 September 2011, number 2234, page 107201.

The appearing party is hereby represented by Sara Lecomte, employee, professionally residing in Redange-sur-Attert, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, requested the undersigned notary to record that:

The agenda of the present meeting is the following:

- 1) Acknowledgement of the inexistence of any compartment within the Company;*
- 2) Change of the corporate object of the Company and subsequent amendment of the Articles ;*
- 3) Full restatement of the Articles.*

The Sole Partner then requested the undersigned notary to record the following resolutions:

FIRST RESOLUTION

The Sole Partner acknowledges that there is no opened compartment within the Company.

SECOND RESOLUTION

The Sole Partner resolved to amend the corporate object of the Company and to delete any references to any activities in relation with the Law of 22 March 2004 on securitization, which shall henceforth read as follows:

“3.1 The purpose of the Company is

- (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests (in whatsoever form or other) in Luxembourg and foreign companies,*
- (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, shares, bonds, debentures, notes and other securities or financial or debt instruments of any kind and*
- (iii) the ownership, development, management and disposal of a portfolio of any assets (including, apart from the assets referred to in (i) and (ii) above, patents or other intellectual property rights of any nature or origin).*

3.2 In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties.

3.3 The Company may borrow in any form and proceed to the issues of bonds, convertible or not and debentures, except by way of public offer. It may enter into any type of loan agreement and it may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds (with or without security) including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies.

3.4 The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, including its own shareholder, and, generally, for its own benefit and that of any other company, including its shareholder, or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.5 The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally use any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.6 The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limited. The Company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided they are incidental or conducive to the attainment of the Company's purpose described above.

3.7 In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its purpose.

3.8 The Company may carry out any commercial, industrial, and financial operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which may favour its development.”

THIRD RESOLUTION

The Sole Shareholder subsequently decided to adopt the following amended and restated articles (the “**Articles**”):

CHAPTER I. Name - Registered office - Duration - Object

1. Form - Name - Duration

1.1. The Company exists under the form of a "Société à responsabilité limitée" and is governed by the 1915 Luxembourg law on commercial companies as amended by the law dated 10 August 2016 (the "Law") and the Articles

1.2. The Company will exist under the corporate name of "Col Hunt B (Lux) S.à r.l."

1.3 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

2. Registered Office

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

2.2. It may be transferred within the same municipality or to any other municipality in the Grand-Duchy of Luxembourg by decision of the sole manager (the "Manager") and shall have the power to amend the Articles accordingly.

2.3. Branches or other offices of the Company may be established either in Luxembourg or abroad by a resolution of the Sole Manager.

2.4. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the Manager of the Company.

3. Purpose

3.1 The purpose of the Company is

(i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, whether directly or indirectly, of participations, rights and interests (in whatsoever form or other) in Luxembourg and foreign companies,

(ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, shares, bonds, debentures, notes and other securities or financial or debt instruments of any kind and

(iii) the ownership, development, management and disposal of a portfolio of any assets (including, apart from the assets referred to in (i) and (ii) above, patents or other intellectual property rights of any nature or origin).

3.2 In addition, the Company may acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad and it may carry out all operations relating to real estate properties.

3.3 The Company may borrow in any form and proceed to the issues of bonds, convertible or not and debentures, except by way of public offer. It may enter into any

type of loan agreement and it may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds (with or without security) including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies.

3.4 The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, including its own shareholder, and, generally, for its own benefit and that of any other company, including its shareholder, or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.5 The Company may enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally use any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.6 The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limited. The Company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided they are incidental or conducive to the attainment of the Company's purpose described above.

3.7 In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful in the accomplishment and development of its purpose.

3.8 The Company may carry out any commercial, industrial, and financial operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which may favour its development.

CHAPTER II. Capital and Shares

Art. 4. Share Capital

4.1. The share capital is fixed at twelve thousand six hundred Euros (EUR 12,600) represented by twelve million six hundred thousand (12,600,000) Shares. Each share has a nominal value of one tenth of Euro Cent (EUR 0.001).

4.2. In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share shall be transferred. The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may redeem from its/their Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate to the legal reserve.

4.3. All Shares will have equal rights, except where provided to the contrary in these Articles.

4.4 The Company may repurchase its own shares, within the limits set forth by the Law and subject to the relevant provisions of the Law.

4.5 The Manager may cancel shares held in treasury and proceed with the corresponding share capital reduction.

During the time that the redeemed shares are held by the Company, all the rights attached to them (voting rights, participation in distribution of dividends, etc..) will be suspended.

4.6 The share capital may be increased or reduced at any time by a decision of the Sole Shareholder or by a decision of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles, as the case may be.

5. Registration of shares - Indivisibility.

5.1 All the Shares shall be registered in a Shareholder's register to be maintained by the Company at the registered office of the Company.

5.2 The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

5.3 Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share, except for relevant information rights, until such representative has been appointed.

6. Transfer of shares.

6.1 In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

6.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by one of the Shareholders are freely transferable to another Shareholder.

6.3 In case of transfer to a non-Shareholder, the Shares held by each Shareholder may be transferred in compliance with the provisions of articles 189 and 190 of the Company Law and subject to the approval of general meeting of the shareholders representing at least half of the Company's share capital in case of *inter vivos* transfer, and half of the Company's share capital belonging to the surviving shareholders in case of transfer *mortis causa*, as allowed by the above mentioned provisions of the Law.

7.4 Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be valid *vis-à-vis* the Company or third parties until it has been

notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Company Law.

CHAPTER III - BONDS, NOTES AND OTHER DEBT INSTRUMENTS

7. Registered. The Company may issue bonds, notes or any other debt instruments under registered form pursuant to the legal provisions in force. Bonds, notes or other debt instruments under registered form may not be exchanged or converted into bearer form. The Company is not able to make public offerings to the extent prohibited by the Company Law.

CHAPTER IV. - MANAGEMENT AND REGISTERED INDEPENDENT AUDITOR(S)

8. Management.

8.1 The Company is managed by the Manager. The Manager needs not to be Shareholder.

8.2 The Manager may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of Shareholders holding a majority of voting rights.

9. Power of the manager. In dealing with third parties, the Manager will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration (*actes d'administration*) and disposition acts (*actes de disposition*) as well as all operations consistent with the Company's object.

10. Representation of the company. The Company shall validly be bound by the sole signature of its Manager or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Manager.

11. Delegation and Agent of the managers.

11.1 The Manager may delegate its powers for specific tasks, or for the daily management of the Company, to one or more *ad hoc* agents.

11.2 The Manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Liability of the manager.

12.1 The Manager may not, by reason of its mandate, be held personally liable for any commitments validly made by it in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Luxembourg law.

13. Registered independent auditor(s).

13.1 In case and as long as the Company has more than sixty (60) shareholders, the transactions of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (*commissaires*). The general meeting of Shareholders shall appoint the statutory auditor and shall determine his term of office.

13.2 The statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause, by the general meeting of Shareholders.

13.3 The statutory auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all transactions of the Company.

13.4 Should the Sole Shareholder appoint one or more independent auditor (*réviseur d'entreprise agréé*), the institution of a statutory auditor is no longer required.

13.5 An independent auditor may only be removed by the Sole Shareholder for cause.

CHAPTER V. - GENERAL MEETING OF PARTNERS

14. Powers of the general meeting of Partners - Votes.

14.1 All powers not expressly reserved to the Manager by law or by the Articles fall within the competence of the general meeting of Shareholders.

In case, and as long as the Company has not more than sixty (60) partners, collective decisions may be validly adopted by means of written resolutions, except in case of proposed amendments to the Articles. To this effect, each partner shall receive the full text of the resolutions to be adopted and shall cast his vote in writing.

14.2 In particular, the general meeting of the Shareholders is competent to amend the Articles, to change the nationality of the Company and to increase the commitments of its Shareholders.

14.3 Each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he owns and may act at any general meeting by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

14.4 Each Shareholder has voting rights commensurate with the number of Shares he holds.

14.5 In case of one Shareholder owning all the Shares, he will assume all powers conferred to the general Shareholders' meeting and its decisions are recorded in minutes or drawn-up in writing. In such case, any reference to the “general meeting of partners” shall be construed as a reference to the “sole Shareholder”, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

15. Holding of general meetings.

15.1 The Shareholders shall be convened to general meetings or consulted in writing at the initiative of the Manager or Shareholders representing more than one-half (1/2) of the share capital.

15.2 Written notice of any general meeting shall be given to all Shareholders at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of

emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

15.3 General meetings shall be held at such place and time specified in the notices of the meetings.

15.4 If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

15.5 Subject to the provisions of the Law, Shareholders may take part in a meeting of shareholders by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing for their identification and Shareholders may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by any means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice.

The Shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholders to vote in favor thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

The Company may only take into account voting forms received on the day preceding the date of the general meeting of the partners to which they relate.

15.6 Should the Company have more than sixty Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year on the last Friday of June of each year.

15.7 Whatever the number of Shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the Shareholder(s) for approval. The Shareholder(s) shall also specifically vote as to whether discharge is to be given to the Manager.

16. Majorities.

16.1 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than one-half (1/2) of the Share capital adopt them. If that quorum is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented. The Manager may suspend the voting rights of any Shareholder in breach of his obligations as described by these Articles or any relevant contractual arrangement entered into by such Shareholder.

16.2 The Articles may be amended with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

16.3 Any change in the nationality of the Company shall be done by a resolution of the general meeting of the Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

16.4 Any increase of a Shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the Shareholders.

CHAPTER VI. - BUSINESS YEAR - DISTRIBUTION RIGHT OF SHARES

17. Business year.

17.1 The Company's financial year starts on the first (1st) day of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

17.2 Each year, the Manager shall prepare the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the Manager and Shareholders towards the Company.

17.3 Each Shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office of the Company.

17.4 The balance sheet and profit and loss account shall be approved at the annual general meeting within six (6) months from the closing of the financial year.

18. Distribution right on shares.

18.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, depreciations and other charges, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

18.2 From the annual net profits of the Company thus determined, five percent (5%) shall compulsorily be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten percent (10%) of the subscribed share capital of the Company as stated in article 4 hereof or as increased or reduced from time to time.

18.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Manager shall propose that cash available for remittance be distributed, always provided that the Company as a whole has generated net profits.

18.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the Shareholders.

18.5 Interim dividends may be paid out upon decision of the Manager subject to the distribution provision contained in article 18.3 above and other relevant provisions of the Law provided that:

18.5.1 interim accounts have been drawn-up and show that the funds available for distribution are sufficient; and

18.5.2 the amount to be distributed does not exceed the total profits realised since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by any profits carried forward and sums drawn from reserves available for distribution and reduced by losses carried forward and any sums to be allocated to any reserve pursuant to the law or the Articles.

CHAPTER VII. - LIQUIDATION

19. Causes of dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

20. Liquidation.

20.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the Shareholders representing three-quarters of the Company' share capital.

20.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

CHAPTER VIII. - APPLICABLE LAW

21. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Company Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Expenses

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the present deed, are evaluated at approximately one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of above appearing party, known to the undersigned notary by name, surname, civil status and residence, said proxy-holder signed together with the undersigned notary, the present original deed.

(Signé): S. LECOMTE, D. KOLBACH

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 02 janvier 2017

Relation : DAC/2017/78

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) Carlo RODENBOUR

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 09 janvier 2017